



UNION pacifiste

« S'il m'était prouvé qu'en faisant la guerre, mon idéal avait des chances de prendre corps, je dirais quand même non à la guerre. Car on n'élabore pas une SOCIÉTÉ HUMAINE sur des monceaux de cadavres. » Louis LECOIN (1888-1971)



Andreas (Londres)



Murat (Chypre)



Alena (Moscou)



Angelos (Athènes)

*Ils nous ont retrouvés au colloque du 19 octobre à Paris
« Pacifisme et objection de conscience en Europe »*

Lire en pages 6 et 7

WATERLOO, Katyn, Auschwitz, Hiroshima... Madagascar, Algérie, Cambodge, Rwanda, Érythrée, Afghanistan, etc. Seule la soumission du plus grand nombre permet les massacres de masse. Les pacifistes sont-ils les seuls à se souvenir du courage des réfractaires à la guerre ? À quand la réhabilitation de tous les mutins de 14-18, de tous les objecteurs au nazisme allemand, au pétainisme français, au fascisme nippon, aux auto-proclamés «résistants français», aux colonialistes, aux empires soviétiques, américains, chinois ou autres ? Honorer les insoumis et déserteurs des armées ébranle tous les gouvernants. Une campagne de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG) vise à obtenir le droit d'asile pour tous ceux qui refusent de tuer. Le prix Nobel de la paix attribué à la forteresse Union européenne souligne tout le chemin à parcourir pour empêcher d'expulser les insoumis vers la mort.

WC à inventer pour chasser les excréments patriotiques !

La campagne électorale aux États-Unis s'est déroulée à la pointe du fusil : l'administration emploie 30 000 fonctionnaires pour écouter les seules conversations téléphoniques. Les dépenses sécuritaires enflent (2 000 milliards de dollars en dix ans). Ordre est donné d'assassiner avec des drones des personnes soupçonnées de terrorisme. La prison illégale de Guantanamo n'a toujours pas fermé. La CIA, première organisation criminelle du monde, croule sous les permis de tuer, tortures, arrestations arbitraires.

Résister avec l'UPF, c'est aussi chanter *Le Déserteur* le 11 Novembre, au Mur de la Paix (Paris VII^e), à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), à Gentioux (Creuse), à Vierzon et devant d'autres monuments non militaristes. Fêter Boris Vian en contrepoint de la sanglante *Marseillaise* reste un plaisir à partager.

Le Fusil brisé (disponible sur www.wri-irg.org) sera centré sur la Journée internationale des prisonniers pour la paix du 1^{er} décembre : il ouvre des pistes afin de contrer le racolage de la jeunesse par l'armée et de démanteler l'Otan (Organisation terroriste de l'Atlantique Nord), bande armée de délinquants.

WAGONS pleins avant Noël : n'hésitez pas à demander gratuitement des numéros supplémentaires et des brochures UPF pour organiser le boycott des jeux et des jouets guerriers. Seules nos consciences insoumises peuvent arracher la racine de la violence. Continuons à agir pour la disparition totale et immédiate des armées et à diffuser le journal *pacifiste*

Novembre 2012

IMPORTANT : Ce journal n'est pas distribué en kiosques. Sa diffusion repose sur les initiatives prises par ses lectrices et lecteurs. Merci de continuer à nous envoyer les nom et adresse de personnes susceptibles de s'intéresser à nos idées

**Union pacifiste,
section française de l'Internationale
des résistants à la guerre**

BP 40 196, 75624 Paris Cedex 13
Tél. 01 45 86 08 75

union.pacifiste@orange.fr www.unionpacifiste.org

Directeur de la publication : Rémy Thomas

Dépôt légal : 16-12-80.

ISSN 1142-5822

Imprimerie TROIS A, 7 rue Marie-Pia,
91480 Quincy-sous-Sénart.



Regard

RADIO LIBERTAIRE (89,4 MHz) **Si vis pacem**

Émission antimilitariste animée par les membres du groupe parisien de l'Union pacifiste, section française de l'Internationale des résistants à la guerre, tous les jeudis de 18 heures à 19 h 30, ou sur Internet par le site : media.radio-libertaire.org

8 NOVEMBRE

Les monuments non militaristes.

15 NOVEMBRE

Journée universelle des enfants : contes opposés aux jouets guerriers, par le Gérant du Rare.

22 NOVEMBRE

Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes.

29 NOVEMBRE

Écrire aux prisonniers pour la paix.

Souscription permanente

Maurice Montet 30 ; Rémi Stanaszek 5 ; Josette Béringier 100 ; Jean Célestin 5 ; Daniel et Annick Chapron-Leveau 105 ; Michel Lambert 30 ; Jean Fabre 50 ; François Laurent 95 ; Guy Cavalier 25 ; Guy Foex 30 ; Antonio Escanero 20 ; Rémo et Renée Magnani 25 ; Suzanne Glaner 20.

Total : 540 €

Découper et envoyer à : UPF, BP 40 196, 75624 Paris Cedex 13

Nom, Prénom

Adresse

Abonnement au journal	30 €
Abonnement au journal pour l'étranger	38 €
Abonnement à 5 exemplaires/mois	45 €
Adhésion à l'UPF	25 €
Versement à la souscription permanente €
Total €

Abonnement découverte gratuit de deux mois

Plaidoyer pour des salles de guerre dans les écoles !

RÉGLER les problèmes scolaires par l'introduction d'une série « cannabis », voilà enfin une excellente idée de rénovation pédagogique. En autorisant tout et n'importe quoi, la gauche, alliée à la droite, va enfin rétablir la paix sociale dans les établissements scolaires. Ensuite, les salles d'héro et les salles de cocaïne et tous les autres produits du même genre, en montant, et en accompagnant tout ça d'une petite leçon civique sur l'égalité entre le vin et l'ecstasy avec vente au prix fort et au bénéfice de l'État, voilà qui pourrait renflouer les banques. Les salles de baise, quant à elles, ne nécessiteront pas de réglementation puisqu'elles sont déjà tolérées et sans danger spécial. Il restera les séries

« détention », qui devront être généralisées. On y accédera grâce aux stages dans les salles de crimes sexuels et d'abattage des vieux. Pour couronner l'ensemble, enfin, les salles de guerre !

Dans les écoles ainsi pacifiées, les élèves nous foutront enfin la paix ! Et, au moins, ils n'apprendront pas la révolte contre les vrais voyous qui nous gouvernent ! L'option « prostitution », volontaire ou non, n'empêchera évidemment pas l'apprentissage du viol, collectif ou non. Simplement, dans la catégorie « hommes », on évitera les termes outranciers comme « enculage » et on fera un retour aux sources avec la « sodomie » qui permettra l'étude de la Bible ! (je sens des soutanes qui frémissent déjà et des enfants de chœur qui préparent la vaseline pour les jeunes trop douilletts).

Précisons toutes ces perspectives d'avant-garde qui vont permettre – en assimilant le vin à une drogue – de recycler notre jeune et sémillant camarade Maurice Montet et moi-même. Les paras qui existent encore, en dépit de la fin de la guerre d'Algérie, dans tous les pays vraiment

vivants comme au Moyen-Orient, pourront être rappelés pour les cours de perfectionnement en viols collectifs, puis sectionnage des couilles pour les mâles et arrachage des ovaires pour les femelles. La série « électricité » sera renouée par la méthode du branchement direct, soit sur les parties génitales (y'en a marre de répéter le mot « couille » qui ne fait pas sérieux dans un manuel de santé), soit en creusant une petite entaille dans la poitrine afin d'atteindre le cœur. Mais nous entrons là dans les apprentissages de précision chirurgicale, spécialité qui ne sera pas donnée à tout le monde (voir Jean Claude Michéa : *L'Enseignement de l'ignorance* éditions Climats, et Benoît Rey : *Les Égorgeurs* enfin publiés aux Éditions libertaires par le frère Raynaud, président de la Lutte pour le développement de l'alcoolisme, habitant l'Île d'Oléron, et fervent lecteur d'*Union pacifiste*).

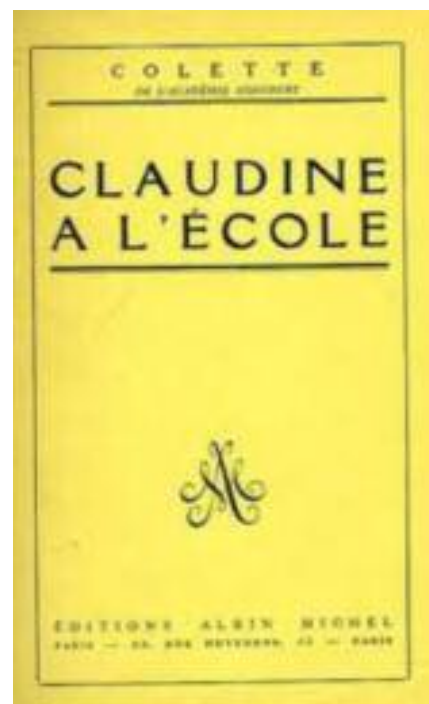
Et nos écoles de campagne, m'objecterez-vous ? On continuera d'y manger du fromage de chèvre avec des oreilles de porc ? Non, bien sûr, dès l'école primate, on réapprendra la vieille tradition de l'assommage à la pelle de terrassier et l'étripage à la fourche (attention aux contresens, la Fourche Claudine ne consiste pas à étripier la jolie Claudine, d'abord parce qu'on s'en servira dans son vrai sens « fourches caudines »). Ensuite, avant d'étripier les Claudine, on les aura évidemment soumises à une équipe de violeurs diplômés.

Car, dans ce siècle éminemment pédagogique, ce qui manque, c'est quand même l'enthousiasme, l'espérance et la charité qui consistent avant tout à offrir un enseignement de qualité supérieure. On pourra s'inspirer des films de séries américaines, surtout celles où le sang paraît gicler de lui-même ! Car le sang est sacré parfois, et, même quand il est impur, on le vendra à Monsanto qui l'améliorera pour abreuver nos sillons ! J'allais oublier justement l'empoisonnement

par les traitements aux produits à base de Round Up, qui permettent des scores jamais vus il y a un siècle ! Et même il y a dix ans ! Ensuite, après avoir rasé tous les établissements scolaires traditionnels, on construira des cabanes en planches avec facilité d'incendie, ce qui satisfera un grand nombre de pompiers, qui en profiteront pour propager les feux d'un quartier à l'autre, d'un village à l'autre.

Ainsi l'ordre et la discipline régneront enfin et les socles (attention à la novlangue*) seront rétablis.

Rolland Hénault



* Novlangue : nom donné par George Orwell, dans son roman 1984, à la langue rigidifiée et appauvrie qui apparaît dans la société totalitaire qu'il décrit. (NDLR).

en 80 guerres

CORRUPTION : LES GROUPES DE DÉFENSE MONTRÉS DU DOIGT

Les deux tiers des grandes entreprises de défense dans le monde ne fournissent pas assez d'informations sur la façon dont elles combattent la corruption, selon un classement de l'ONG Transparency International. Au moment où le groupe EADS a cherché à fusionner avec BAE, cette étude montre que le groupe britannique arrive au quatrième rang des entreprises les plus vigilantes, alors que le groupe franco-allemand arrive seulement au 38^e rang. Les 129 principales entreprises du secteur ont été classées de A -la meilleure note- à F. Parmi les entreprises françaises, Dassault Aviation et le fabricant de navires DCNS décrochent la note E, tandis que l'équipementier aéronautique Zodiac et le fabricant de blindés Nexter (ex-GIAT) rejoignent le bas du tableau avec un F. En 2010, BAE Systems avait été condamné par les États-Unis à payer 400 millions de dollars d'amendes en raison de mensonges sur la rémunération de ses intermédiaires.

Les Echos, 5 et 6 octobre



EURONAVAL

Du 22 au 26 octobre s'est tenu le 23^e salon Euronaval à Paris-Le Bourget, comme tous les deux ans. 34 000 visiteurs devaient être intéressés par 405 exposants provenant de 107 pays. Parmi eux, 300 invités d'honneur (ou horreur) aux conférences, venus de 60 pays participant aux marchés de navires militaires.

Tous les deux ans, on a droit au salon du Bourget pour les avions, à Eurosatory pour les armées de terre et à Euronaval pour les marines militaires.

LES DÉPENSES MILITAIRES EN ASIE EXPLOSENT

Multipliées par dix en l'espace de dix ans, elles dépassent celles de l'Europe. En 2011, la Chine a le deuxième budget défense mondial. En 2005 la Chine a dépassé le Japon comme premier budget militaire d'Asie. Sur la décennie, en moyenne, le budget de la défense a augmenté de 13,4 %, un rythme au moins trois fois supérieur à celui de ses voisins. La Chine est passée de 5 000 dollars dépensés par soldat en 2000 à plus de 23 000 l'an passé. Il en ressort que le budget militaire de la Chine augmente chaque année et est actuellement deuxième avec 89,8 milliards de dollars après les États-Unis (739 milliards) et devant le Royaume-Uni (62,7), la France (58,8), le Japon (58,4), la Russie (52,7), l'Arabie Saoudite (46,2), l'Allemagne (44,2), l'Inde (37,3), le Brésil (36,6).

Rémi Thomas



Reconversion

SULLY ET SA CASERNE RECONVERTIE

La caserne Sully, située à Saint-Cloud, au sud-ouest de Paris, avait été mise en vente pour 22 millions d'euros. N'ayant pas trouvé preneur, le conseil général des Hauts-de-Seine a décidé d'en faire le siège des archives du département. Coincé entre la bretelle de l'autoroute de l'Ouest (A13) et la Seine, ce site privilégié de 18 000 m² devrait accueillir les archives actuellement entassées à Nanterre dans 4 800 m². Disposant de quatre bâtiments remontant à Charles X, plusieurs projets avaient envisagé la démolition de l'ensemble et la construction de résidences d'habitants, d'hôtel. Mais la réalisation d'habitat social est actuellement envisagée. Proposé par le ministère du Logement, cela remet en cause le projet du conseil général des Hauts-de-Seine. Mais, le principal, c'est qu'il ne s'agit plus d'une caserne. Là dessus, nous sommes tous d'accord !

CASERNES ET SPÉCULATION

Les grands propriétaires publics, dont le ministère de la Défense, clairement visés par la loi de Cécile Duflot sur la mobilisation des terrains publics en faveur du logement social, se préparent à entrer en résistance. D'ailleurs, faute d'accord sur le prix, la vente de l'ancienne caserne de Reuilly, à Paris, dans le XII^e arrondissement, est bloquée depuis six ans. Les travaux de transformation de cette caserne, dont le prix réclamé par le ministère bloque les discussions, pourraient aboutir avant 2016, si la vente a lieu rapidement... De la même façon, d'autres casernes sont vides depuis des années en plein cœur de Paris, de Nantes ou de Montpellier. Par exemple, les appartements du quartier du fort d'Issy, dans les Hauts-de-Seine, commercialisés sur plan en 2010, commencent tout juste à être livrés alors que la vente du terrain remonte à 1998. L'emplacement du ministère de la Défense, à Paris, dans le VII^e ne se videra pas avant trois ans lorsque les militaires emménageront à Balard, dans le XV^e.

R. T.

TURQUIE

Inan Süver, déserteur qui avait déjà été incarcéré, a été de nouveau arrêté le 12 septembre, à Istanbul, lors d'un contrôle d'identité. Il avait été condamné par contumace à cinq mois de prison après son évasion de l'hôpital où il avait été envoyé comme prisonnier. Cependant, il a été libéré le 12 octobre, sa période de préventive couvrant sa peine.

Tayfun Gönül, premier objecteur turc, est décédé à cinquante-quatre ans : l'UPF l'avait soutenu en 1990. Il avait lancé la campagne «Non au service militaire» et était à l'origine du groupe d'objecteurs d'Istanbul.

wri-irg.org

ÉTATS-UNIS

Kimberley Rivera, une jeune réserviste américaine ayant servi en Irak, en 2006, s'était exilée au Canada après avoir déserté. Elle jugeait immorale sa mission au Moyen-Orient. N'ayant pas obtenu le statut de réfugiée, elle a été expulsée le 20 septembre aux États-Unis. Arrêtée à la frontière, elle risque la prison et d'être séparée de ses quatre enfants.

connection-eV.de



BELGIQUE

Le Bureau européen de l'objection de conscience a donné le 26 septembre une audience au Parlement européen pour présenter son rapport annuel sur l'objection de conscience au service militaire en Europe. Invités par un député grec d'Europe Écologie, les membres du BEOC ont pu développer ce rapport et donner leurs recommandations pour une meilleure reconnaissance de l'objection.

ebco-beoc.org

CHYPRE

Une conférence a eu lieu le 12 octobre, journée internationale de la non-violence, dans la zone tampon de Nicosie (entre nord et sud) devant les barbelés, rassemblant des Chypriotes grecs et turcs. Elle était organisée par l'Initiative pour l'objection de conscience à Chypre, le BEOC et le Post Research Institute. Le thème était non-violence, pacifisme, objection en Europe et éducation à la paix.

ebco-beoc.org

RUSSIE

À Saint-Petersbourg, à l'occasion de la Journée inter-

nationale de la paix, le 21 septembre, les Mères de soldats de Saint-Petersbourg, le Centre pour le développement de la démocratie et des droits de l'homme, le BEOC et le groupe Citoyens.armée.loi ont organisé une conférence pour les responsables des mouvements de jeunesse, au local des Mères de soldats, ainsi qu'une manifestation de rue. Les pancartes et dessins affi-



chaient leur engagement en faveur de la paix et de l'objection de conscience au service militaire.

À Moscou, le groupe pour les droits de l'homme Citoyens.armée.loi a donné le 20 septembre une conférence sur le service civil des objecteurs en Russie.

ebco-beoc.org

COLOMBIE

Une conférence internationale aura lieu à Bogota, du 3 au 9 février 2013, sur le thème : «Pourquoi payons-nous pour financer la guerre ?» Elle est organisée par l'Action collective des objectrices et objecteurs de conscience (ACOOOC), section de l'IRG, avec le CPTI (Conscience Peace Tax

International). Elle s'adresse à ceux qui ne peuvent oublier les «appelés» de la conscience qui, n'importe où dans le monde, réalisent des campagnes contre les dépenses militaires, et soutient le mouvement antiguerre en Colombie.

peacetaxconference.org

PARAGUAY

Une semaine antimilitariste s'est déroulée du 10 au 16 septembre avec le MOC Paraguay, section de l'IRG, dans un contexte particulièrement répressif, après le coup d'État fomenté en juin par la transnationale Monsanto. Il y a actuellement cinq cents demandes d'objecteurs, mais la loi de 2010 doit être remise en cause.

moc-py.org

ZIMBABWE

Nos amis des Gays et Lesbiennes du Zimbabwe (GALZ), section de l'IRG, sont encore l'objet de persécutions policières, accusés de pratiquer des activités dans une association non déclarée. Cependant, GALZ est reconnue juridiquement comme université.

wri-irg.org

FINLANDE

Tope Louko, insoumis total, a été condamné le 9 octobre à cent vingt-six jours de prison.

wri-irg.org

Harle parle



Colloque sur l'histoire européenne des mouvements pacifistes engagés en faveur du droit à l'objection de conscience au service militaire

Compte rendu du colloque organisé à la faculté de théologie protestante de Paris le samedi 19 octobre 2012. Les actes du colloque sont en préparation.

Friedhelm Schneider, président du Bureau européen de l'objection de conscience, a tout d'abord rendu hommage à Gerd Greune, cofondateur du BEOC (1949-2012), décédé en août dernier. Il a ensuite présenté l'histoire du BEOC, avec une vingtaine d'organisations implantées dans quinze pays, ses objectifs et ses motivations :

a) au niveau **juridique**, les diverses conditions d'obtention du statut d'objecteur de conscience, le service civil, l'asile politique, l'extension du droit à l'objection aux professionnels des armées, par exemple,

b) au niveau des **actions** et du soutien, la solidarité avec les personnes poursuivies en raison de leur objection de conscience et de leur refus du service militaire,

c) au niveau de la **critique** publique des méthodes utilisées par les armées pour recruter des jeunes mineurs, le dévoilement des méthodes et le démontage rationnel des arguments du recrutement militaire en général,

d) au niveau **idéologique**, le large spectre de raisons et de motivations religieuses, philosophiques, politiques, humanitaires, libertaires, anarchistes, etc. ayant abouti à la création du BEOC,

e) au niveau **historique**, les ambiguïtés et contradictions dans les relations séculaires (depuis plus de 500 ans !) entre protestants, luthériens et catholiques concernant la doctrine de « guerre juste », par exemple, ou bien les discussions houleuses avec l'église orthodoxe, tout récemment intégrée dans le conseil œcuménique des Églises.

Friedhelm a souligné la nécessité pour chacun de prendre conscience des traditions dans lesquelles il s'inscrit par la force historique des choses, s'il veut voir moins de violence dans un monde qui progresserait vers notre idéal.

Au cours du débat qui a suivi, **René Cruse**, venu de Genève, a évoqué le pasteur allemand **Martin Niemöller** (1892-1984) dont le parcours exceptionnel (officier de sous-marins durant la Première Guerre mondiale, président dans les années 1930 de la section allemande des Résistants à la guerre et fondateur de l'Église confessante opposée à Hitler, son long séjour en prison, l'opposition à la guerre du Vietnam) l'amena à mettre en garde les mères contre le service militaire imposé à leurs enfants : « Mères, prenez garde que vos fils ne deviennent des assassins sous couvert de l'armée ! »

Ensuite, le pasteur **Jacques Maury**, président honoraire de la Fédération protestante de France, a lu un texte rédigé par Pierre Kneubühler qui soulignait l'exigence de non-violence de l'Évangile et rendait hommage à Henri Roser, André Trocmé, Philippe Vernier, Jacques Martin, Louis Lecoin et bien d'autres. L'idée de non-violence semble faire son chemin. En France, les démarches entreprises par Jacques Maury auprès de Raymond Barre, en 1980, puis auprès de Pierre Mauroy, en 1981, Premiers ministres à l'époque, puis

avec Louis Joinet, ont ainsi été à l'initiative et ont inscrit dans la loi le respect et la prise en compte progressive des droits civiques de tous ceux qui voient dans le service militaire un sujet de scandale et s'y refusent.

Derek Brett, délégué des quakers auprès des Nations unies (QUUNO), venu de Genève, a tracé l'histoire chaotique, en Angleterre, entre des minorités religieuses très engagées comme les quakers, les mennonites et les mouvements révolutionnaires, au milieu des tiraillements entre catholiques et protestants, convaincus que le recours aux armes ne peut, en aucun cas pour un chrétien, être une solution acceptable de résolution des conflits. Bien que minoritaires et peu nombreux, ces individus résolus eurent un impact certain sur l'évolution de la société anglaise, imposant plus largement, notamment, leur code de l'honnêteté dans toutes les affaires, y compris les affaires bancaires, déjà. En Australie, la première mention légale faisant place à l'objection de conscience date de 1903, grâce aux quakers. Aux États-Unis, un rapprochement historique est à noter entre quakers et socialistes concernant le refus absolu de la guerre, même si cet accord n'a pas duré longtemps.

Claude Verrel, ex-président du Comité de coordination pour le service civil (CCSC), a exposé l'action concrète et pratique visée par cette organisation pacifiste française, sous forme de services alternatifs au service armé. Après bien des échecs de la négociation, le général De Gaulle promit un changement dans les modalités d'application du service civil encore sous contrôle militaire pénitentiaire, à partir du 21 décembre 1963. Puis les réfractaires feront leur service alternatif au sein d'associations, dans les hôpitaux, voire en dehors même de France - comme lors d'un tremblement de terre en Sicile en janvier 1966 -, tout en n'étant ni régularisés, ni poursuivis. À partir de 1983, les procédures s'allègent, mais la durée du service reste le double par rapport au service militaire normal, c'est-à-dire deux ans au lieu d'un. En 1995, avec la suspension par Jacques Chirac de la conscription, le service civil et l'objection de conscience, tels que conçus jusqu'alors, disparaissent.

Andreas Speck, de l'Internationale des résistants à la guerre (fondée en 1921 aux Pays-Bas), montre que cette association coïncide avec l'émergence en Allemagne de l'organisation des « Kriegsdienstverweigerer » (« ceux qui refusent la guerre »), critiquant en même temps le terme d'objecteur de conscience avec l'argument qu'on ne peut pas monopoliser la bonne conscience en projetant une mauvaise conscience (?) sur ceux qui n'objecteraient pas...



Aux États-Unis, le nombre des objecteurs a quadruplé ces dernières années. En Europe, l'Internationale organise des sessions d'entraînement aux actions non violentes.

Andreas constate que le niveau relativement fragile d'éducation des simples soldats les rend vulnérables à la propagande de recrutement des armées et, bien souvent, ne leur permet guère de voir clair ni dans les argumentaires des recruteurs ni dans leurs propres motivations liées à la pauvreté.

Il cite l'exemple de deux syndicats de soldats ayant soutenu, lors d'une commission du Conseil de l'Europe, une motion en faveur du droit à l'objection de conscience aussi pour les militaires professionnels.

Le système capitaliste est incompatible avec la paix. Ce constat avait déjà été fait par Jean Jaurès au début du siècle dernier : « *Le capitalisme engendre la guerre comme la nuée l'orage.* »

Francesco Candelari, du Mouvement international de la réconciliation, créé en 1919 à l'initiative de deux pasteurs anglais et allemand : il prononce un vibrant hommage à

Jean Goss (né il y a cent ans, le 20 novembre 1912, décédé en 1991) Français découvrant très jeune les horreurs de la Première Guerre mondiale, il s'investit dans la propagation de l'idéal d'amour et de non-violence du Christ (« les valeurs auxquelles tu es appelé »).

Francesco souligne l'évolution du concept d'objection de conscience à notre époque, en invoquant également l'appel à s'indigner lancé par Stéphane Hessel. Il ne s'agit plus seulement d'opposition au militarisme et à la guerre au sens strict mais, à une époque où l'économie et les systèmes financiers participent largement à des stratégies guerrières globales, chaque acte public, social, peut constituer une objection de conscience active : depuis les courses faites au supermarché, les choix financiers, politiques, culturels, énergétiques ou de loisirs, toute décision contribue à orienter la progression du monde ou sa régression vers la barbarie.

Suzanne Glaner



Une partie importante du colloque a consisté en la présentation du rôle des institutions européennes et internationales dans la promotion du droit à l'objection de conscience au service militaire et des actions du BEOC auprès de ces organismes par Friedhelm Schneider, représentant du BEOC auprès du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, Sam Biesemans représentant du BEOC auprès de l'Union européenne, à Bruxelles, Derek Brett, représentant du MIR à l'ONU, à Genève. Maurice Montet a présenté l'Union pacifiste, Louis Lecoin et la lutte pour le statut en France.

Tramor Quemeneur, historien, professeur à l'université de Paris 8, a rappelé les résistances à la guerre d'Algérie.

Des membres du BEOC venus de divers coins de l'Europe ont présenté la situation de l'objection de conscience dans leur pays : Alena Karaliova, de l'association Citoyens.Armée.Loi, de Moscou. Murat Kanatli de l'Initiative pour l'objection de conscience à Chypre, de Nicosie Nord. Angelos Nicolopoulos, de l'Association des objecteurs grecs, d'Athènes. Mao Valpiana du Movimento nonviolento, de Vérone. Diego Cipriani, de la Caritas servicio civile, de Rome. Un jeune Turc a également pris la parole.



M. M.



René Cruse, ancien secrétaire du MIR, Jacques Maury, président honoraire de la Fédération protestante de France, et Maurice Montet.

Photos des pages 1, 6 et 7 : Bernard Baïssat



Conseil à Bilbao.....

L'internationale des résistants à la guerre (IRG) a tenu son conseil d'administration dans la capitale du Pays basque (État espagnol) les 15, 16 et 17 septembre 2012. Une trentaine de participants, représentant une vingtaine d'associations, venant des Amériques, d'Afrique et d'Europe, ont pu échanger leurs informations et analyses dans le cadre de groupes de travail et de réunions plénières.

APRÈS les mots de bienvenue, le tour des présentations et les rapports des membres du conseil (élus et délégués des sections), un ordre du jour dense est adopté ainsi que les modalités de prises de parole (interprétation espagnol-anglais).

Le rapport du bureau exécutif sur l'année écoulée est commenté : le départ d'Andreas Speck (Allemagne), permanent très expérimenté, et son remplacement par Hannah Brock (Royaume-Uni), jeune et dynamique militante, vont modifier le fonctionnement de l'équipe londonienne, animée aussi par Javier Gárate (Chili). Les trois salariés se sont montrés efficaces et brillants dans leurs interventions et l'animation de cette réunion.

Dominique Saillard (trésorière) rappelle que l'IRG a dû annuler la réunion prévue en Colombie par notre section Red Juvenil, au regard de son coût prohibitif. Les comptes sont structurellement déséquilibrés, et notre financement est assuré avec des réserves provenant de fondations anglaises (héritages reçus après le décès de pacifistes), avec quelques affiliés (dont l'UPF) qui payent leurs cotisations et avec les fonds reçus pour les campagnes (dont «le droit au refus de tuer» subventionné par la Société des amis quakers). Le déficit prévisionnel pour 2012 représente 18 000 £ (environ 22 000 €).

Le bureau exécutif devra faire preuve du maximum de rigueur pour passer ce cap (d'où ce conseil en Euskadi, très peu onéreux grâce aux apports du KEM-MOC, section locale). Les appels aux dons sont à multiplier au sein du réseau IRG. La récolte de fonds doit se développer autour de deux événements majeurs, notre assemblée générale 2014 (pour la première fois en Afrique) et le centenaire du début de la guerre de 1914.

De nouveaux moyens sont envisagés par les délégués pour améliorer la situation financière : édition de livres, production d'un CD de chants et musiques d'Érythrée, galas de soutien, vente d'œuvres d'art, etc.

Que sera l'IRG en 2022 ?

Au-delà des soucis du quotidien, nous travaillons sur le futur de notre réseau, en imaginant ce qu'il deviendra un an après la célébration de ses cent ans en 2021, à Bilthoven (Pays-Bas). Cette projection dans dix ans amène beaucoup de créativité dans nos diverses démarches pour construire l'avenir de l'IRG.

L'évolution de nos méthodes de travail avec un permanent par continent est évoquée.

L'augmentation de la visibilité de l'IRG sur la scène internationale est souhaitée ainsi qu'une plus juste perception de la qualité exceptionnelle de ses interventions en tant qu'ONG en matière des droits humains (si le droit au refus de tuer n'est pas appliqué, l'ensemble des autres droits s'écroule).

L'évolution du militarisme dans le monde vers plus de professionnalisme dans le meurtre et l'anesthésie des chocs post-traumatiques est soulignée.

Les archaïsmes, comme la dictature d'Érythrée avec son service militaire à durée illimitée (où les recrues meurent sous le joug, après des dizaines d'années de sévices), ne cachent pas les «progrès» dans les techniques d'assassinat et de *terrorization* de masse.

L'inflation des postes offerts dans la police et les milices rendra économiquement insupportable ce secteur dit de la sécurité.

L'accroissement démentiel des dépenses militaires pèsera sur des pauvres de plus en plus nombreux et, au regard des catastrophes naturelles induites par les changements climatiques (tempêtes, inondations, sécheresses, etc.), cela impliquera des rébellions utilisant les techniques non violentes.

Événements

Le conseil 2013 de l'IRG est prévu en Finlande (la décision sera prise par le prochain bureau exécutif). Il permettra de conforter notre trésorerie, afin de mieux préparer notre assemblée générale 2014 en Afrique du Sud. Le titre du séminaire lié à cette AG sera en lien avec la violence domestique et militaire.

Les persécutions du gouvernement du Zimbabwe contre notre section locale (Gays and Lesbians of Zimbabwe) préoccupent les membres du conseil, qui suggèrent d'alourdir les pressions sur les ambassades.

Une réunion de travail du groupe Afrique animé par Matt Meyers et Jan Van Criekeing est envisagée en Ouganda, afin de mobiliser sur le continent en vue de notre assemblée et de notre séminaire au Cap ou à Jo' Burg.

Le succès de la réunion pour contrer la militarisation de la jeunesse (Darmstadt, 8-10 juin 2012) incite à diffuser le numéro spécial du *Fusil brisé* (à traduire en français).

De nouveaux membres sont acceptés : le centre Delàs d'études pour la paix (Barcelone) et Amargi (coopérative de femmes pour la recherche culturelle et scientifique, l'édition et la solidarité - Turquie).

Pelao, délégué du Paraguay, a fait un exposé en exclusivité sur le coup d'État lancé par Monsanto (immenses propriétés cultivées en soja OGM destiné aux tourteaux alimentant le bétail) dans le premier pays du monde producteur de viande par habitant, et sur les massacres de paysans par la police qui ont suivi la destitution inconstitutionnelle de Lugo, au profit du vice-président Franco.

Merci à tous nos amis basques pour ce conseil si énergique !

René Burget

Motion de l'IRG

Depuis le coup d'État au Paraguay, l'IRG a suivi la situation de près. Lors de son conseil d'administration à Bilbao, une session sur ce pays s'est réunie, où Pelao Carvallo, membre élu du CA, qui vit au Paraguay, a apporté des précisions sur l'orchestration de la destitution du président et la résistance qui s'est manifestée. Au moment où l'IRG envoie ce communiqué, une semaine anti-militariste s'est tenue, dont le MOC Paraguay (affilié à l'IRG) a été l'un des principaux organisateurs. L'IRG tient à affirmer qu'elle poursuivra son soutien total aux antimilitaristes paraguayens et au mouvement non violent.

Javier Gárate



L'Internationale des résistants à la guerre, réseau de 83 organisations dans 42 pays, maintient sa déclaration fondatrice de 1921 qui stipule que «la guerre est un crime contre l'humanité. C'est pourquoi je suis résolu à ne soutenir aucune espèce de guerre et à lutter pour l'abolition de toutes ses causes.» Lors de notre conseil d'administration 2012, dans la ville de Bilbao (Pays Basque), la motion suivante a été adoptée :

1. Nous nous opposons à l'influence des forces armées et de leurs valeurs dans les sociétés latino-américaines. Elles ne servent qu'à légitimer et à maintenir les inégalités et les injustices présentes dans chaque nation.

2. L'Internationale des résistants à la guerre condamnera toujours le non-respect de la volonté populaire et des procédures constitutionnelles en Amérique latine où sévissent des épidémies de coups d'État menés avec le soutien – explicite ou non – des militaires.

3. Nous rejetons le putsch parlementaire survenu au Paraguay, le 22 juin 2012, et sa fausse justification par des procédures politiques illégitimes et irrégulières, qui ignorent la volonté de la majorité et des institutions démocratiques. De plus, nous condamnons les événements survenus dans le district de Curuguaty (département du Canindeyu), où une occupation de terres a été réprimée, occasionnant la mort de onze paysans et de six policiers.

4. Ce coup d'État parlementaire illustre, une fois de plus, l'héritage politique des dictatures militaires d'Amérique latine, qui permet aux partis politiques, aux forces militaires et de police d'avoir recours à la force et à la violence pour traiter des conflits, spécialement ceux qui défient leur pouvoir et leur légitimité, afin de se débarrasser du dialogue et de la démocratie. Cet héritage culturel étroit le Paraguay et se manifeste dans le gouvernement illégitime de fait, qui chaque jour développe des politiques bénéficiant uniquement aux firmes transnationales et à l'oligarchie paraguayenne.

5. Nous condamnons la répression et la persécution politique que ce gouvernement inconstitutionnel mène contre les militants, incluant les persécutions, incarcérations et révo-cations d'un nombre important de travailleurs de la fonction publique qui n'ont pas exprimé leur soutien à ce coup d'État parlementaire. Nous dénonçons également l'absence de volonté politique pour diligenter une enquête, afin de condamner ce qui s'est passé à Curuguaty.

6. Nous soutenons et estimons la résistance populaire non violente menée par la population et les communautés (organisations à la base), demandant la restauration de la démocratie, ainsi que la fin de la répression et de la criminalisation des mouvements sociaux, particulièrement durs envers les communautés paysannes. Compte tenu de nos valeurs antimilitaristes et non violentes, nous exprimons notre solidarité avec ces initiatives pacifiques, dont la déclaration de principe repose sur la désobéissance civile.

7. Cette résistance s'exerce contre un coup d'État qui a renversé toutes les procédures de démocratisation. Ce putsch attaque les mouvements sociaux, encourage la police à revenir aux pratiques autoritaires des jours de la dictature, favorise les multinationales des OGM et s'oppose à la lutte pour l'autonomie alimentaire et la réforme agraire. Des discours homophobes et misogynes sont également préférés, le combat pour le droit à l'avortement est criminalisé et des coupes sévères sont pratiquées dans les budgets de la santé et surtout dans ceux qui bénéficiaient aux femmes. La résistance est une lutte à laquelle –chaque jour et avec ténacité– les gens du commun donnent toutes leurs forces.

Nous appelons tous les groupes locaux et les organisations internationales de défense des droits de l'homme à rejoindre activement la résistance contre le militarisme des populations du Paraguay et de toute l'Amérique latine.

**Bilbao, 25 septembre 2012,
Conseil international de l'IRG**

L'Internationale des résistants à la guerre dépend de vos dons pour pouvoir assumer son travail. Vous pouvez donner en ligne dès maintenant sur : <http://wri-irg.org/en/donate-en.htm>.

Demander des informations :

War Resisters' International

5 Caledonian Road - London N1 9DX - Royaume-Uni

Tél : +44-20-7278 4040 - Fax +44-20-7278 0444

Courriel : info@wri-irg.org



Les voies de la paix en Afghanistan

La Coordination « Non à la guerre, Non à l'Otan », qui groupe six cent cinquante organisations dans trente pays, nous a invités à Bonn (Allemagne), les 13 et 14 octobre, pour une conférence dont le thème était : « Les voies de la paix en Afghanistan ». Plus de deux cents personnes y ont participé, dont un quart d'Afghans.

LE COLLECTIF français Otan-Afghanistan était représenté, notamment, par le Mouvement de la paix et l'Union pacifiste. Parmi la trentaine d'intervenants, la majorité étaient allemands et afghans. Claire Chastain, du Collectif français et de la Coordination, a présenté le thème : « l'Otan et la guerre en Afghanistan ». Joseph Gerson, du Comité des quakers américains et du Mouvement de paix américain, a développé les actions contre la guerre aux États-Unis. Wahida Kabir, fondatrice de l'Association des femmes afghanes et membre de la commission pour la paix et la liberté en Afghanistan, a parlé de la situation des femmes. Les réfugiés afghans, de divers partis et associations, se sont présentés et avaient au moins un point d'accord : retrouver la paix en Afghanistan. Reiner Braun, représentant le Comité de coordination international, a organisé des tribunes sur les stratégies vers la paix.

De l'aveu même de militaires, les troupes ne sont pas là pour l'Afghanistan, mais pour l'Otan. Il a été rappelé l'illégalité de cette guerre au regard du droit international. C'est une politique absurde qui est appliquée localement avec occupation militaire, corruption politique, trafic de drogue, droits humains bafoués, notamment pour les femmes, destructions, morts de civils, migrations. Le résultat est un pays

complètement déstabilisé. Après onze ans de présence de l'Otan, l'Afghanistan est dans un état pire qu'il ne l'avait jamais été. C'est un double échec : celui de l'Afghanistan et celui de l'Otan. Il y a également une déstabilisation régionale. L'Otan combattante regarde ailleurs (Syrie, Iran, Mali), mais va rester à moindre coût en Afghanistan comme terrain d'expérimentation. L'ingérence de l'Otan dans les missions civiles de reconstruction est intolérable. Il doit y avoir une autre politique possible pour l'Afghanistan. Son avenir est une responsabilité collective, nous devons construire des solidarités avec la société civile afghane. L'assemblée réclame le retrait total des troupes, même non combattantes, un choix démocratique des Afghans sans influence étrangère, la solidarité des mouvements pacifistes avec la population civile. Une déclaration finale* a été diffusée auprès de la presse pour la paix en Afghanistan. Cette conférence aura au moins permis aux divers réfugiés afghans de se connaître et de travailler ensemble. Un très beau concert de musique traditionnelle afghane a détendu l'atmosphère.

Maurice Montet

*Déclaration finale reproduite sur notre site www.unionpacifiste.org



Afghani Pakistan

DEPUIS les années 1970, la politique afghane du Pakistan était supervisée par le général Naseerullah Babar (1928-2011). En 1990, il avait organisé le mouvement des talibans. Les rivalités régionales sont à la manœuvre dans le conflit en Afghanistan : le Hezb-e-Islami (soutenu par le Pakistan) contre la Jamaat-e-Islami (financée par l'Inde) et le Hezb-e-Wahdat (aidé par l'Iran) contre l'Ittehad-i Islami (rétribuée par l'Arabie Saoudite).

On ne peut atteindre la paix que si ces quatre pays arrêtent leurs guerres par procuration.

Après l'invasion soviétique de décembre 1979, trois millions d'Afghans se réfugient au Pakistan et deux millions en Iran. Les civils reçoivent une aide alimentaire et les combattants des armes et munitions. Les populations locales proches des camps de réfugiés afghans accusent ces derniers d'être massivement impliqués dans des activités criminelles (trafics d'armes, de drogues, etc.).

En 1992, avec la chute de Najibullah, c'est le temps du retour pour un million et demi de réfugiés du Pakistan et un million d'Iran. Beaucoup reviennent dans les camps, face à l'insécurité en Afghanistan.

Depuis la chute des talibans (2002), cinq millions de réfugiés seraient rentrés au pays avec l'aide du HCR. Pourtant, en 2007, le Pakistan en hébergeait encore deux millions et l'Iran 920 000.

Cocktail hystérique

Refusant d'extrader Oussama Ben Laden (revenu en Afghanistan en 1996), les talibans se sont brouillés avec les États-Unis, qui, après le 11 septembre 2001, décident d'anéantir les sanctuaires d'Al-Qaïda.

Depuis 1990, les Saoudiens financent les talibans. Ils ont été soutenus par des groupes pétroliers : Bidas (Argentine), Unocal (États-Unis), Delta Oil (Arabie), associés dans un projet pour le transit du pétrole et du gaz turkmène vers le Pakistan.

Le raffinage de l'opium en héroïne, dans les zones tribales pakistanaises, sert à financer les luttes des moudjahidines avec la bénédiction des barbouzes. En 2007, la récolte du pavot atteint 8 200 tonnes (93% de la production mondiale), étendue aux trente-quatre provinces afghanes, employant 2,3 millions de personnes pour environ 3 milliards de dollars (60% du revenu légal du pays). La consommation d'héroïne par les Afghans eux-mêmes dépasse les cent tonnes par an.

Le président Hamid Karzaï, homme lige des Américains, ne porte pas seul la faillite du processus politique. La CIA, notamment, a continué à financer massivement les seigneurs de guerre (qui mettent le pays en coupe réglée depuis 1980). Ainsi, en 2002, plus de 45 000 mercenaires afghans étaient payés par le département de la Défense américain.

Dès 2003, l'ISI (services secrets pakistanais) apporte un soutien ouvert aux insurgés contre les forces de l'Otan (camions de l'armée favorisant les infiltrations et replis, artillerie pakistanaise, dispensaires à la frontière, gestion des camps d'entraînement des talibans, fournitures de motos, téléphones satellitaires, armes et munitions).

La minorité chiïte, au Pakistan, représente jusqu'à 20% de la population (deuxième communauté du monde après l'Iran). Le pouvoir de l'armée pakistanaise est loin de se limiter au contrôle de la vie politique intérieure : invoquant la paranoïa de l'encerclement et la menace du chaos, les chefs militaires décident de la diplomatie, des investissements de défense et orientent la production civile.

Le Baloutchistan, riche en matières premières, représente 40% du territoire pakistanaise avec 7 millions d'habitants (4% de la population totale). Le port en eau profonde de Gwadar a été construit par la Chine (débouché du projet de gazoduc) et entretient les tensions insurrectionnelles des armées locales.

La vallée de Swat, où se trouvent d'importants gisements d'émeraude, est une zone de passage entre

l'Afghanistan et le Cachemire. Les talibans exportent ces pierres en Inde, Thaïlande, Suisse et Israël. Ce trésor de guerre s'alimente également par le trafic de bois et la contrebande d'antiquités.

Les zones de combat du nord-ouest du Pakistan (entre l'armée et les talibans) provoquent plus de 2 millions de réfugiés intérieurs.

Les attentats-suicides des néo-talibans progressent de six, en 2004, à près de cent cinquante, en 2011 : terrorisme et propagande empêchent les forces de l'Otan de s'imposer militairement.

En 2006, l'insurrection connaît une progression spectaculaire (Kandahar, Helmand). Les exactions répétées des milices aliènent des tribus entières contre les représentants locaux de Karzaï. Les bavures des bombardements et des troupes terrestres de l'Otan jouent en faveur des talibans. Les tribus s'alignent sur le plus puissant, sur l'acteur à même d'assurer leur sécurité et de rendre la justice.

Au regard de la défaite de l'Otan, un retrait des troupes est annoncé pour 2014. Si cette deuxième chance offerte aux talibans n'aboutit pas à un régime islamiste qui mate ses populations, il est probable que les plans de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) viennent mettre définitivement fin aux rébellions pour réaliser le gazoduc et garantir les accès à l'exploitation et au transport de l'énergie et des richesses naturelles.

Albert Louvrier



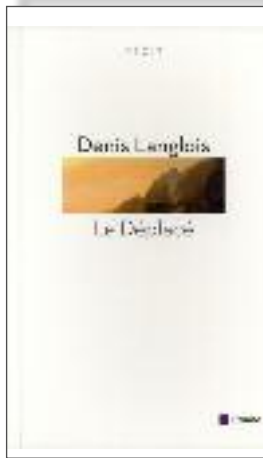
À Bonn, un concert de musique afghane a détendu l'atmosphère.

Pour en savoir plus, site géopolitique de l'Asie : www.diploweb.com



Le Déplacé

Avec la foi en la révolution, poursuivons-nous l'éternelle et insaisissable utopie qui, depuis toujours, taraude les hommes qui veulent donner un sens à leur vie ? Changer une société injuste suppose de changer les humains qui la composent, alors qu'ils n'en ont majoritairement ni l'intention ni la possibilité. Pour examiner notre bonne conscience et réfléchir à notre rythme, Denis Langlois conseille une retraite au vert pays du cèdre.



DENIS est parti, en 1998 au Liban, à la recherche d'Élias, une des personnes disparues lors de la guerre entre milices druzes, chrétiennes, chiïtes, sunnites, sans oublier les armées syrienne et israélienne.

Selon un de ses amis, le disparu rejetait la guerre à cause de la tragédie qu'il avait vécue : «*Toute sa famille, sa femme et ses deux enfants, a été massacrée par des Druzes de son village. Réfugié dans un monastère, il ne supportait pas l'entassement avec les autres déplacés ni, surtout, l'esprit de haine et de vengeance qui y régnait.*» Les autres l'excluaient en l'assimilant à un profiteur qui chercherait à se mettre en sécurité.

Lui, ne se défilait pas, il disait simplement qu'il ne voulait pas participer à la guerre. Or, les réfugiés étaient obligés de combattre. Ils constituaient une masse de manœuvre aux mains des milices.

Ce courage du refus du port des armes fait d'Élias (à son insu) un membre de la famille de l'Internationale des résistants à la guerre. Cela lui vaut d'être assimilé à un traître, à un froussard, à un dégonflé. Il est menacé, molesté, agressé.

Denis Langlois a vécu la même chose quand l'armée française l'a incarcéré pour son insoumission (cf. *Le Cachot*).

Les témoins rencontrés au long de ce récit précisent : «*Il n'aimait pas la guerre, c'était un pacifiste.*» Il s'esquivaient et refusait d'en parler avec les patriotes de tous les camps.

Dans la guerre, nous ne sommes plus des sujets, mais de simples objets. Thérèse Collet le rappelait toujours : «*Quand on est pris dans cette atrocité, il est trop tard pour clamer*

son pacifisme. Il faut s'efforcer de sauver le plus possible de vies humaines.» Secrétaire historique de l'Union pacifiste, elle avait, maîtresse d'école si fluette, réussi à sauver des résistants, des parachutistes, hébergé des gens poursuivis, soigné des blessés, fait l'agent de liaison pour éviter des crimes, etc. Ses amis berrichons le savaient. Elle n'en parlait jamais.

L'attitude admirable de tous ces «Justes» qui nous ont précédés dans cette exigence absolue du droit au refus de tuer gêne encore nos contemporains, qui calomnient ces acteurs discrets en les qualifiant de collaborateurs au service de l'ennemi, parce qu'ils choisissaient toujours le camp des victimes. Que de livres seraient à écrire pour réhabiliter nos anciens de La Patrie humaine ou de la Ligue des résistants à la guerre, qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale ont été les véritables héros de l'humanité !

Il est vrai que l'intégrité des objecteurs de conscience gêne ceux qui n'ont pas cette force et qui magouillent dans ses périodes troubles pour s'en mettre plein les poches.

Les profiteurs de guerre ont tant corrompu la société, que, de nos jours, il n'est même plus possible de publier ouvertement des idées en faveur de la démilitarisation dans les médias de masse qui leur appartiennent ou leur sont inféodés...

Au détour de cette quête haletante à la recherche d'une personne, sont abordées des notions vitales, telle la réconciliation : «*Aussi longtemps qu'il n'y aura pas, d'un côté, une reconnaissance de culpabilité personnelle et, de l'autre, un pardon, il ne pourra pas y avoir de véritable réconciliation.*»

Aucun massacre, au Liban ou ailleurs, ne peut en justifier un autre. Les guerres déplacent des millions de gens, qui ont vécu l'horreur indicible. Or, comment un être humain peut-il en tuer un autre, son voisin, son ami parfois ? S'avilir à ce point reste un mystère.

Quel merveilleux antidépresseur que ce livre rare : il empêche de se rendre complice de la barbarie : «*Il ne faut jamais désespérer. C'est dans l'angoisse et les atrocités qu'un être humain apprend ce qu'il est...*»

R. B.

Le Déplacé, Denis Langlois, récit, éditions de l'Aube, 16,50 €, 253 p.

Lire aussi le témoignage de Bernard Baissat, page suivante.

LIBAN : les stigmates des guerres

Denis Langlois, pacifiste obstiné, a plongé dans la réalité du peuple libanais pour écrire son beau livre : Le Déplacé. Responsable d'une télévision libanaise en 1975-1976, j'ai été personnellement témoin du déclenchement de cette guerre qui a déchiré les communautés libanaises. La narration de Denis Langlois, toujours juste et précise, a ravivé quelques souvenirs.

LIBAN, TERRE DE « DÉPLACÉS »



C'est le général de l'armée coloniale française Gouraud qui officialise, le 1^{er} septembre 1920, la création de l'État du Grand Liban à la demande de la communauté chrétienne maronite de Syrie qui se sent menacée. Plusieurs Syriens de la région d'Alep

regagnent le Liban. À cette époque, le pays compte déjà dix-sept communautés qui se regroupent autour de leur culture plus que de leur religion, parmi lesquelles les chrétiens maronites et jacobites, les musulmans sunnites et chiïtes, les juifs, les Druzes, les Arméniens, les Grecs orthodoxes. La Syrie ne se résigne pas à la scission du Liban. La première révolte contre la colonisation française est conduite par les Druzes, en 1925.

De 1929 à 1931, le commandant Charles de Gaulle, affecté à l'armée du Levant, vit avec sa famille à Beyrouth. Il remplit sa mission au Liban et en Syrie. En juillet 1941, lorsque les Forces françaises libres ont chassé du Liban les autorités du gouvernement de Vichy, De Gaulle vient prononcer un discours à Beyrouth. Il est acclamé. Mais, en 1945, lorsque le parti socialiste Baas organise en Syrie des manifestations pour réclamer l'indépendance, De Gaulle donne l'ordre au général Fernand Olive de bombarder Damas. Le 29 mai 1945, après trente-six heures de bombardements, on compte plusieurs centaines de morts et de blessés. En 1948, la création de l'État d'Israël provoque l'exode de plusieurs centaines de milliers de Palestiniens chrétiens et musulmans. Beaucoup se réfugient au Liban. Le conflit israélo-palestinien a des conséquences dramatiques sur la vie de cette population. On compte 140 agressions israéliennes au Liban entre 1968 et 1974. En 1973, l'armée israélienne mène une opération à Beyrouth pour assassiner trois dirigeants importants de l'OLP et soutient les phalanges chrétiennes de Pierre Gemayel contre les Palestiniens. En 1975, la guerre entre communautés commence. Elle durera quinze ans.

Seul Français à travailler avec des Libanais dans les studios de télévision de Jounieh, je ne savais pas, jusqu'au déclenchement des affrontements, à quelle communauté appartenait chacun des membres de nos équipes. C'est avec l'apparition des barrages routiers que j'ai appris que

certains ne pouvaient plus rejoindre leur poste de travail sans risque. Les livraisons d'armes arrivaient de tous les pays, y compris de la France qui fournissait les deux camps. Mes collègues, tous armés, s'inquiétaient de mon refus de porter une arme. Ils tenaient à m'escorter lors de mes déplacements dans Beyrouth. Les multiples accrochages, les bombardements au mortier de la ville, du port et de l'aéroport faisaient des victimes et creusaient les rivalités entre les communautés. Et, pourtant, je n'entendais aucun discours de haine entre les membres de nos équipes qui pensaient surtout à s'entraider. En 1976, nos studios ont été occupés par les phalanges chrétiennes. J'ai alors quitté le Liban, avec beaucoup de tristesse.

La guerre a duré jusqu'en 1990 avec encore plus de combattants venus de Syrie et d'Israël, encore plus d'armes, plus de massacres, plus de drames humains.

Comme le dit l'un des personnages du livre de Denis Langlois : « Nous avons tous été atroces, partisans et atroces. Nous nous sommes avilis. »

Aujourd'hui encore, la guerre civile déclenchée en Syrie a des répercussions directes au Liban. Ce pays ne pourra pas résister à une déflagration dans la région.

DENIS LANGLOIS, UN PACIFISTE COURAGEUX

En 1983, c'est May Picqueray qui me permet de faire la connaissance de Denis Langlois. Elle souhaite sa présence dans le film que je lui consacre. Cet avocat-écrivain est déjà un exemple pour les jeunes objecteurs et insoumis réunis autour d'elle.

En 1990, lorsque les Occidentaux lancent la première guerre du Golfe, je retrouve Denis Langlois. Je tourne un film avec René Dumont qui a pris position contre cette guerre. François Mitterrand, président, et Michel Rocard, Premier ministre, sont d'accord pour « faire parler les armes ». Denis Langlois, porte-parole de l'Appel des 75, conduit une opposition très forte contre cette guerre avec des personnalités comme Gisèle Halimi, Albert Jacquard, Jean-Jacques de Félice, Jean Ristat, Claire Richard, Jacques Gaillot, Costa-Gavras.

Début 1991, René Dumont participe aux réunions de préparation des manifestations interdites qui se déroulent de nuit autour de la place de la République à Paris. J'ai donc la chance de filmer Denis Langlois avec René Dumont. Les dizaines de milliers de manifestants ne peuvent empêcher la guerre contre l'Irak et les suivantes.

Denis Langlois a voulu témoigner des conséquences dramatiques de ces guerres en effectuant des séjours prolongés en Yougoslavie, en Irak et au Liban. Il écrit au sujet d'Élias Kassem, le personnage pacifiste de son livre *Le Déplacé* : « Cela me ramène à une période de ma vie, lorsque j'ai refusé de faire mon service militaire. C'était moins dangereux assurément dans la France des années 1960 que dans le Liban de la guerre. On ne m'a pas fusillé ni même menacé de le faire; on m'a simplement collé en prison. Sept mois à Fresnes, ma première résidence d'écrivain dont je suis sorti avec mon premier bouquin, *Le Cachot*. »

Bernard Baissat

http://denis-langlois.fr/L-Appel-des-75-contre-la-guerre-du_81

Retour sur la lutte des Lip

Vivre et travailler... autrement ?

Cette année, le samedi 29 septembre 2012 à Saint-Amand-Montrond, les Amis de Louis Lecoin avaient choisi pour thème « Vivre et travailler... autrement ? »
Hasard du calendrier, le 30 septembre est le jour anniversaire de la naissance (il y a 124 ans) du Saint-Amandois Louis Lecoin, dont notre groupe entretient le souvenir et entend bien poursuivre l'engagement pacifiste.

L'APPROFONDISSEMENT de ce thème s'articulait sur plusieurs supports :

– La projection du documentaire de Christian Rouaud *Lip, l'imagination au pouvoir*.

– La présence de Charles Piaget et de Gaston Joufroy pour répondre aux questions.

– Les témoignages de quelques personnes vivant ou ayant vécu une expérience illustrant cette aspiration à « Vivre et travailler... autrement ? ».

Le film raconte à travers les témoignages d'anciens ouvriers l'organisation de la lutte des Lip contre les suppressions de poste d'avril 1973 au printemps 1974. Il intègre volontairement des aspects historiques et politiques : une remontée aux origines de la crise de l'emploi en Occident et un éloge de la révolte ayant pour cadre l'année 1973, marquant la rupture entre les Trente Glorieuses et le début de ce que Charles Piaget appelle « les années de honte », celles du chômage de masse. On retrouve des grandes figures du combat telles que des responsables CFDT (Roland Vittot, Raymond Burgy, Michel Jeanningros, Fatima Demougeot, Jeannine Pierre-Émile), le fondateur du comité d'action (Jean Raguénès, prêtre ouvrier dominicain d'extrême gauche), la déléguée CGT (Noëlle Dartevelle), le repreneur de l'usine Lip Claude Neuschwander et même Jean Charbonnel, ministre de l'Industrie de l'époque.

Les ouvriers en lutte font preuve d'une grande imagination, afin de pouvoir s'en sortir financièrement, marquer le coup, mais aussi dédramatiser le combat lorsqu'il pèse un peu

trop lourd sur la vie des salariés grévistes. En plus de l'occupation de l'usine, les ouvriers ont recours à des interventions relevant d'une utopie collective, radicale, démocratique, autogestionnaire, comme lorsque les grévistes déménagent le stock de montres et le cachent, reprennent leurs activités ouvrières à leur propre compte et procèdent à la vente sauvage de montres, avec un slogan retentissant : « C'est possible ! On fabrique, on vend, on se paye ! » Avec les principaux syndicats comme la CFDT et la CGT, la bataille s'organise autour d'un syndicalisme ouvert, nourri de catholicisme social et d'un radicalisme libertaire directement issu de Mai 68. Le film présente non seulement le mouvement de sympathie des Bisontins, mais aussi celui de personnes du monde entier, qui culmine notamment en septembre 1973 par une manifestation de plus de 100 000 personnes dans les rues de la capitale comtoise (qui compte à cette époque environ 120 000 habitants) suscitant, en retour, la haine féroce d'une grande partie de la classe dirigeante.

L'action menée par les ouvriers de Lip repose sur leur union, cet élément déterminant de la lutte alimente une bonne partie du débat. Le retour de Charles Piaget sur ses premiers pas de syndicaliste dans l'entreprise retient l'attention de tous :

– incité à se présenter pour les élections des délégués du personnel, Charles Piaget refuse, puis finit par accepter, avec quelques copains, de figurer en fin de liste (donc « sûrs » de ne pas être élus) ; sauf que, dans ce type de scrutin, on peut rayer des noms, résultat : Piaget et ses copains sont élus !

– petit groupe de départ où chacun note ses observations sur un carnet pour les échanger ensuite avec les copains de l'atelier,

– collecte de l'information pour faire des tracts Lip (pas ceux des centrales syndicales),

– les salaires sont tenus secrets jusqu'au jour où on publie les bulletins sans les noms, etc.

Charles Piaget et Gaston Joufroy expliquent longuement l'importance du débat collectif, pas avec des « oui,

mais » ou des « non parce que », mais en acceptant les différences pour aboutir à une plus-value mutuelle.

Le film a soulevé d'autres réactions : à commencer par la fabrication de systèmes d'horlogerie destinés aux armes « à retardement » ou autres. Cela représentait environ 20% de l'activité ; cette partie de la production demeure indispensable (faute de mieux) pour le réemploi de tout le personnel en janvier 1974.

Des interrogations aussi sur le rôle de l'église catholique pendant le conflit : outre l'implication bien réelle de membres du clergé (pas seulement local) dans les dépôts de montres ou d'argent liquide, la prise de position de l'évêque qui appelle à soutenir les ouvriers de Lip est un appui non négligeable ; mais il ne doit pas être surestimé selon Piaget et Joufroy.

Vers 21 heures, Jean-François Vincent retrace l'histoire de son installation comme agriculteur dans le Boischaud, en 1976 (production de moutons, puis de porcs aux normes « bio » à partir de 1987).

Gaston Joufroy qui anime cette table ronde invite à réfléchir sur l'idée que nous sommes tous autonomes, mais jamais indépendants.

Cette réflexion convient tout à fait à la conclusion du second témoignage dans lequel Gérard Grivois raconte sa migration dans le Cher pour travailler dans un GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun).

Les aspirations à d'autres rapports entre les personnes et à des conditions de vie meilleures en agriculture trouvent leurs limites, à la fois dans l'insuffisance de préparation au travail de groupe et aux prises de décisions collectives, et dans les contraintes imposées par l'environnement économique de l'entreprise agricole.

Chacun repart avec quelques sujets de réflexion supplémentaires, par exemple : dans nos échanges, dans nos discussions, dans nos oppositions, prendre conscience que « le dialogue enrichit tandis que l'argumentaire appauvrit ».

G.G.

En Turquie

La marche pour la paix s'est terminée à Ankara.

UN CONCERT clôturait, ce samedi 20 octobre, la marche pour la paix vers Ankara de Halil Savda et de ses compagnons, objecteurs de conscience turcs, rencontrant un grand soutien dans leur pays. Halil avait démarré sa marche longue de 1 300 km à Ortasu (Roboski) pour protester contre la guerre dans les régions kurdes situées dans le sud-est de la Turquie. Dans sa déclaration faite lors de la Journée contre la guerre, Halil a précisé qu'il considérait la marche pour la paix comme une forme alternative non violente menée par les résistants contre la guerre et contre les violations des droits de l'homme. Les activistes pour les droits de l'homme, les opposants à la guerre et les militants pacifistes doivent développer de nouvelles formes de résistance, autrement cette guerre continuera à nous salir et à nous blesser. Le gouvernement turc ainsi que le PKK, a commenté aujourd'hui Rudi Friedrich du réseau des objecteurs de conscience allemand Connection e.V., ont choisi tous deux l'option militaire, bafouant sans merci les droits de l'homme. Dans ce contexte, l'initiative de Halil Savda marque un signe important pour rompre le cercle de la violence afin de réclamer la paix pour cette région. Les droits humains et civiques nécessitent d'autres alternatives d'action concrète.

C'est du village kurde Roboski/Ortasu dans la commune d'Uludere de la province de Sirnak qu'est partie la marche pour la paix de Halil. Fin 2011, trente-quatre villageois y ont perdu la vie sous le feu d'avions de combat turcs. Halil s'est rendu sur les tombes des victimes en compagnie des proches pour commémorer tous ces civils assassinés. Je n'ai encore jamais rencontré autant de sympathie et d'intérêt que lors de cette marche pour la paix. Des Kurdes, des Turcs, des Arabes, des familles de soldats, tous nous ont ouvert leurs portes et nous ont invités à manger. Les gens ont gardé leur foi et leur espoir qu'un jour la paix viendra, en dépit de toute la politique nationaliste, chauviniste, calomnieuse.

Quelques jours plus tard, les marcheurs, Halil et cinq de

ses compagnons, ont été arrêtés sur ordre du gouverneur de la province Osmaniye qu'ils n'avaient pas le droit de traverser, leur marche étant perçue comme provocante. Menottés, on les a transportés vers la province avoisinante d'Adana. Amnesty International a protesté contre ces arrestations et exigé, le 30 septembre, de la part du gouvernement turc, d'assurer le libre exercice de leur droit d'expression et de rassemblement au cours de cette marche pour la paix.

Parallèlement devait avoir lieu, le 20 octobre, en Allemagne, l'initiative antimilitariste Hambourg-Berlin, une fête de la solidarité et d'information à partir de 21 heures au café *Knallhart* à Hambourg. C'était l'occasion de rendre compte de cette marche pour la paix en Turquie, avec transmission interactive avec Halil Savda et ses camarades.

Gürsel Yildirim, rédacteur pour cette initiative, la met en relation avec un appel aux migrants turcs vivant en Allemagne de ne plus payer à la Turquie la somme exigée pour ceux qui refusent de faire leur service militaire (*Bedelli* ou *Dövizli Askerlik*, qu'on peut traduire par « service militaire en devises »). Une prise de conscience se fait jour, de plus en plus, que depuis des décennies, nous les migrants, on finance la sale guerre au Kurdistan avec nos paiements libératoires du service militaire.

*Ce texte est un résumé de l'article signé Rudi Friedrich, paru sur le site www.Connection-eV.org/article-1715
Connection e.V.: Pressemitteilung vom 18. Oktober 2012*

Dans le cadre des « MARDIS PACIFISTES »

Mardi 13 novembre à 20 h 30 au restaurant *Le Lieu-Dit*
6, rue Sorbier, Paris 20^e. Tél. 01 40 33 26 29.
Métro Ménilmontant ou Gambetta

Projection du film *LIVING ALONG THE FENCELINE*
(Vivre le long de la clôture d'une base militaire)

On nous dit que les bases militaires apportent plus de sécurité dans le monde. Des femmes courageuses des Philippines, de Corée du Sud, d'Hawaï, de Puerto Rico, du Mexique, d'Okinawa (Japon), disent NON. *Attention, le film est en anglais. Des amies américaines pourront nous aider lors du débat.*

S'inscrire auprès de l'UPF au 01 45 86 08 75
pour participer au repas dès 19 heures au restaurant.

***Vous pouvez
commander
votre agenda
2013
(en anglais),
publié par l'IRG,
au secrétariat
de l'UPF, au prix
de 11 €, port
compris.***





3-5, rue Biot, Paris 17^e
 Réservation : 01 43 87 97 13
 Toutes ses dates de concert sur www.utgeroyo.com

Un beau cadeau pour Noël :
 Le nouvel album de Serge Utgé-Royo
 L'ESPOIR TÊTU

1 CD 15 euros
 Mistiroux Productions
 6/14, rue d' Estienne-d'Orves, 92120 Montrouge.
mistimusicshop.com

Prisonniers pour la paix

Nous nous retrouverons autour d'une bonne table pour écrire aux militants emprisonnés de par le monde*.

Vendredi 30 novembre à 19 heures
 Restaurant Le Tassili
 11, bis rue de l'Amiral Mouchez, Paris 13^e.
 tel 01 45 89 53 71 (Métro Glacière)
 S'inscrire pour le repas auprès de l'UPF au 01 45 86 08 75

*Leurs adresses seront communiquées, comme chaque année, par le site de l'IRG <http://wri-irg.org>

Auditorium de la BFM
 2, pl. Aimé-Césaire
 Limoges

LE SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE 2012
À 15 HEURES
 Entrée libre

CONFÉRENCE-DÉBAT

avec Hugues Lenoir,
 éducateur anarcho-syndicaliste,
 auteur de livres sur l'éducation libertaire

Organisé par le Cira limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme), avec le soutien du groupe libertaire Le Cri du Peuple

Dans le cadre de la campagne nationale menée conjointement avec UARAC, le MOUVEMENT de la PAIX et l'UNION PACIFISTE pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre 14-18

LA LIBRE PENSÉE vous invite à la projection du film

LE PANTALON

en présence du réalisateur YVES BOISSET et sujet d'un débat.

Le samedi 10 novembre à 14h
 à la MJC CLUB de CRETEIL
 2 rue Charpey
 Quartier de la Hays aux moines
 ENTREE LIBRE

AGIR POUR LA JUSTICE ET POUR LA REHABILITATION DES FUSILLÉS
 C'EST RESPECTER LE DROIT AU LIBRE ARBITRE, À LA PERSONNANACE

LIBRE PENSÉE Fédération du Val de Seine
 15 J. Adair 97 rue Clément MARTEL, Créteil. librepensee@librepensee.org

Ciné-Parlant Présente

Les fragments d'Antonin

Un film français
 Réalisé par **Gabriel Le Bonito**

Conférence-Débat
 Animée par **Eric Wiot,**
 Historien et romancier
 et **Sylvain Lambert,**
 Journaliste
 Les Fusillés pour l'exemple
 L'histoire des années
 de Guesin

LUNDI 12 NOVEMBRE 20h30
 Avranches, cinéma Le Star